

Brochure n° 3007

Convention collective nationale

IDCC : 1314. – **MAISONS D'ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

AVENANT N° 56 DU 30 JANVIER 2012
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 5, 16 ET 36 DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350644M

IDCC : 1314

Entre :

La FCD,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FGTA FO ;

La FAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 56, modifie à compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 5, 16 et 36 de l'accord collectif national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « gérants mandataires non salariés » du 18 juillet 1963 modifié.

Article 2

Minima garantis

A compter du 1^{er} janvier 2012, les minima garantis à l'article 5 sont les suivants :

- gérance 1^{re} catégorie : 1 582 €/mois ;
- gérance 2^e catégorie : 2 300 €/mois.

Article 3

Prime pour services rendus

Le paragraphe *b* de l'article 16 est ainsi rédigé :

« Gérant mandataire non salarié ayant plus de 10 ans de présence ininterrompue lors du départ volontaire, en plus de l'indemnité visée en *a* :

- 1/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 10 ans jusqu'à 15 ans ;
- 3/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 15 ans jusqu'à 20 ans ;
- 4/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 20 ans,

sans pouvoir dépasser un maximum de 6 mois. »

Article 4

Règlement intérieur du comité gérants mandataires non salariés

Au sein de l'article 36 « Représentation des gérants mandataires non salariés et des syndicats », le chapitre A « Instances représentatives des gérants mandataires non salariés », paragraphe 2 *a* « Attributions du comité gérants mandataires non salariés » est complété d'un avant-dernier alinéa ainsi rédigé :

« Le comité gérants mandataires non salariés peut élaborer un règlement intérieur, fixant ses modalités de fonctionnement et celles de ses relations avec les gérants mandataires non salariés, pour l'exercice des missions qui lui sont confiées par le présent accord national. »

Article 5

Indemnisation des gérants mandataires non salariés participant aux réunions paritaires

Les montants en euros figurant au paragraphe *a* « Indemnisation des réunions » de l'article 36 « Représentation des gérants mandataires non salariés et des syndicats » du chapitre C « Indemnisation des représentants des gérants mandataires non salariés et des syndicats » sont remplacés par les montants suivants :

- « 31 € » au lieu de 29,50 € pour l'indemnité forfaitaire visée au 1^{er} alinéa ;
- « 40 € » au lieu de 38 € si le magasin est resté ouvert pendant l'absence du gérant mandataire non salarié.

La date du 1^{er} janvier 2009 figurant au 3^e alinéa est remplacée par « 1^{er} janvier 2012 ».

Article 6

Date d'application

Le présent avenant sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 7

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original, signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Article 8

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 30 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)